

Quand les contrôleurs du vin se rachètent une virginité



Marc Comina

«Nous sommes sévères, nous avons amélioré nos contrôles, dorénavant nous épinglons tous les tricheurs!» C'est le message envoyé lors de leur conférence de presse annuelle, le 4 juin dernier, par les organes chargés de contrôler les vigneronnes suisses. Le titre de leur communiqué de presse résume bien ce message: «Commerce suisse des vins - contrôles plus efficaces». Leçon bien retenue par les médias qui, le lendemain, ont repris en chœur la bonne nouvelle et notamment les chiffres indiquant que la moitié des vigneronnes n'étaient pas en règle (854 sur les 1815 contrôlés).

Critiqués ces derniers mois pour leur prétendu laxisme, les contrôleurs ont ainsi voulu remettre l'église au milieu du village. Avec des statistiques fracassantes. Parce qu'un vigneron sur deux qui n'est pas en ordre, c'est vraiment beaucoup. Reste à savoir si les vigneronnes méritaient ce traitement de choc. Les contrôleurs ont voulu se racheter une virginité, très bien. Mais le prix payé - par les vigneronnes - n'est-il pas trop

élevé? Fallait-il vraiment alimenter les clichés du Café du commerce qui réduisent tous les vigneronnes suisses à des tricheurs ou à des pleurnicheurs?

Pour répondre à ces questions, un retour en arrière s'impose. Sur le site internet des contrôleurs (www.csv-swk.ch), on peut consulter le résultat de leur travail depuis 2000. Un coup d'œil dans ces statistiques permet de clarifier certains points.

Les contrôleurs ont voulu se racheter une virginité, très bien. Mais le prix payé par les vigneronnes n'est-il pas trop élevé?

Premier constat: clouer au pilori toute la profession est bien une nouveauté de la cuvée 2014. Par le passé, les contrôleurs s'en sont bien gardés. Pour une raison toute simple. Les irrégularités repérées chez les 854 vigneronnes stigmatisées cette année sont des peccadilles totalement insignifiantes. Exemple: écrire sur une étiquette le mot «sulfite» sur 3,8 mm au lieu des 4 mm réglementaires. Se faire qualifier de tricheur pour une erreur de 0,2 mm? En effet, c'est se moquer du monde.

Depuis l'an 2000, chaque année, les contrôleurs ont identifié entre 1285 (en 2009) et 2133 (en 2007) irrégularités dites mineures chez les vigneronnes-négociants. En 2014, avec 1884 cas, on est dans la moyenne. On peut tourner cette statistique dans tous les sens: elle ne dit pas que les contrôleurs voudraient lui faire dire, à savoir que les contrôles sont devenus plus efficaces. Elle dit en revanche que les contrôles sont, depuis tous ces jours, réalisés avec une grande minutie sans négliger aucun détail. Voilà ce qui aurait pu être souligné en conférence de presse au lieu de jeter la suspicion sur toute une branche.

Venons-en aux erreurs dites majeures. Ici aussi, si les contrôles sont devenus plus efficaces, cela devrait se voir dans les statistiques. Et ici aussi, les statistiques n'arrivent pas à dire ce que les contrôleurs voudraient qu'elles disent. Depuis l'an 2000, chaque année, les contrôleurs ont dénoncé entre 9 (en 2010 et 2011) et 41 (en 2004) vigneronnes-négociants. En moyenne annuelle, il y en a eu 22. En 2014, il y en a eu autant ou moins qu'entre 2004 et 2009, bref, rien d'exceptionnel.

En conclusion, les contrôleurs n'ont pas été «plus efficaces» en 2014 que ces dernières années. Ils ont juste été «aussi efficaces» que par le passé en termes statistiques. Reste la question de fond: les vigneronnes qui, année après année,

commettent ces milliers d'irrégularités mineures ou majeures sont-ils des tricheurs ou pas? La réponse est donnée par Patrick Edder, chef des chimistes cantonaux romands: «Toutes les irrégularités observées sont le fruit d'erreurs humaines ou de négligences administratives. Il n'y a pas eu volontés délibérées de tromper le consommateur.» On ajoutera que ces irrégularités - y compris donc les majeures - n'altèrent pas la qualité du produit et ne mettent en rien en danger la santé des consommateurs.

Morale de cette fable: les contrôleurs sont de piètres communicateurs. Ils voulaient rassurer les consommateurs et ils ont obtenu le résultat inverse. Ils auraient dû expliquer et défendre le travail des vigneronnes, et ils leur ont tiré dans le dos. On se permettra d'affirmer qu'en matière de communication, les contrôleurs ont encore une bonne marge de progression. Jusqu'à leur prochaine conférence de presse, il leur reste une année pour l'exploiter.

.....
Conseiller en communication, mandataire de diverses entreprises et personnalités, dont le vigneron-négociant Dominique Giroud
.....

Vous et nous

Vous écrivez



Le jugement peu flatteur de Byron sur les Grecs

Bärbel Trachsel, Chexbres (VD)

Le peuple grec, sympathique et travailleur, paie au prix fort la gestion calamiteuse de ses gouvernements successifs. Le poète anglais Lord Byron, grand connaisseur de la Grèce, avait porté un jugement sévère sur les milieux qu'il fréquentait au début du XIXe siècle: tout en comprenant que les Grecs, esclaves sous l'Empire ottoman, avaient dû apprendre à tromper leurs maîtres pour se débrouiller, il estimait qu'ils en avaient gardé certaines habitudes (cité par Leslie A. Marchand dans *Byron, a Portrait*, Pimlico, 1970, pp. 417 et 418).

Seraient-ce ces mêmes habitudes qui, de nos jours, ont conduit la Grèce moderne dans la situation que l'on sait? La confiance est en tout cas singulièrement ébranlée autour de la table des négociateurs. Si le monde financier a sans doute déjà anticipé le défaut de paiement de la Grèce, le volet politique de cette option est une autre paire de manches. Y a-t-il un seul pays de la zone euro qui a déjà déclaré librement vouloir assumer sa part du trou que l'abandon de la créance grecque laisserait dans les comptes de la BCE? Les contribuables auront droit à des explications sur les tenants et aboutissants, y compris les circonstances qui ont ouvert à la Grèce la porte de l'euro.

Quelle que soit l'issue, l'Europe est piégée, mais pointer un doigt accusateur sur la seule Allemagne récalcitrante est injuste: son ministre des Finances a dit tout haut ce que les autres pensent tout bas.

L'abnégation protestante

Jean-Marie Thévoz, pas- teur, Bussigny (VD)

Dans l'article «L'inexorable déclin de l'Eglise protestante» (LT du 20.06.2015), votre journal affirme que «le catholicisme parvient aussi à fédérer la jeunesse, qui se donne rendez-vous chaque année à Taizé par exemple». Il serait juste de rappeler que la Communauté de Taizé a été fondée par le pasteur Roger Schutz (Frère Roger) en 1940. Avec d'autres frères protestants, ils ont construit cette communauté, puis l'ont ouverte à l'œcuménisme, tout en restant protestants. Ce sont eux qui ont accueilli les jeunes et fait son succès pendant des années. Pendant ce temps, les catholiques sont passés d'une reconnaissance intéressée à la fin du XXe siècle, jusqu'à s'en emparer complètement. Ce n'est pas la première institution à être absorbée par ceux qui admirent l'inventivité de l'esprit du protestantisme. Les Universités de Lausanne et de Genève ont été ouvertes en 1537 et 1559 par les protestants (ce qu'on n'a vu ni en Valais ni au Tessin, cantons catholiques), puis reprises au fil du temps par la société civile. Il en a été de même pour l'Hôpital de Saint-Loup ou la Fondation Pro-XY (service de soutien aux proches aidants).

Le protestantisme est davantage qu'une Eglise, c'est un esprit qui habite et nourrit à ce point la société que ses innovations sont reprises par la société, sans droits d'auteur ni royalties. L'Eglise protestante ne travaille pas pour elle-même, mais «soli Deo gloria» (à la seule gloire de Dieu) et au service de toute la population, sans rechercher ni glorifier ni profiter.

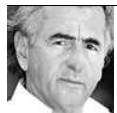
Les paroles inspirantes du pape François

Daniel Fortis, Conches (GE)

Les dernières déclarations du pape François ont des intonations prophétiques pour nous éclairer dans ce monde déboussolé, aveuglé, sans repères, sans solution face aux problèmes sociétaux, aux dérives idéologiques, au flux migratoire et au dérèglement climatique et environnemental. Ses propos révolutionnaires sont d'une telle justesse, d'une telle clarté, d'une telle intelligence et d'un tel universalisme qu'ils apparaissent comme une lumière dans les ténèbres. Le fait de mettre la sauvegarde de notre planète au centre de nos préoccupations et celui de redéfinir nos priorités sont des éléments fondateurs d'une nouvelle philosophie. Ils nous invitent au rejet de tous les dogmes dont nous sommes abreuvés et matraqués: la croissance, le productivisme, le rendement, le consumérisme, la financiarisation et la militarisation du monde. Il nous met en garde contre l'individualisme et l'addiction au numérique, au virtuel et à l'argent. Le prophète Jésus était aussi un révolutionnaire dans son message de non-violence, de défense des pauvres, de partage et de condamnation de la cupidité dans ses colères contre les pharisiens. Au fil des années, l'Eglise s'est écartée de son enseignement et s'est rangée du côté des puissants. Il était temps que le pape remette ces principes fondamentaux au cœur de l'Eglise. On peut rêver que nos églises et, pourquoi pas, nos parlements résonnent des paroles de sagesse de ce pape.

Vos commentaires sont les bienvenus! Adressez-les à lecteurs@ringier.ch, par fax au 021 331 70 01, ou par courrier: *Le Temps*, Courrier des lecteurs, pont Bessières 3, 1002 Lausanne. Vos lettres ne doivent pas excéder 1500-1800 signes (espaces compris). Vous pouvez aussi commenter les articles d'opinion sur www.letemps.ch et l'ensemble de nos articles sur notre page Facebook.

Une étoile jaune pour l'Etat juif? Halte au boycott d'Israël



Bernard-Henri Lévy

Il y aura eu, en peu de temps, le PDG français de la compagnie téléphonique Orange annonçant, lors d'une conférence de presse au Caire, son désir de rompre avec un partenaire américain trop lié à Israël.

Les velléités palestiniennes de faire exclure de la FIFA la fédération de football israélienne.

Le débat sur l'interdiction de certains produits qui reprend de plus belle sur la côte Ouest des Etats-Unis comme en Europe.

L'Union des étudiants britanniques votant une résolution de soutien au principe du boycott.

Sans parler de ces artistes qui, à l'instar de Brian Eno, Elvis Costello ou Vanessa Paradis, se demandent s'ils doivent ou non se produire en «Palestine occupée».

Aucun de ces événements n'a, en soi, grande importance.

Mais, ensemble, ils font un climat et, peut-être, une conjoncture.

Et c'est l'occasion de rappeler à celles et ceux qui s'y engagent ce qu'est ce fameux mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) créé, en 2005, par 171 ONG palestiniennes et qui est à l'origine, plus ou moins directe, de toutes ces initiatives.

Un mouvement de la société civile mondiale, nous dit-on, habité par le souci du droit, de la démocratie, des droits de l'homme. Soit. Mais pourquoi s'en prendre, dans ce cas, au seul pays de la région à s'être fondé sur ces valeurs et à continuer, vaillamment, malgré presque 70 ans de guerre, d'y être globalement fidèle? Et d'où vient que, pour s'en tenir aux seuls

pays voisins, ces sourcillements humanistes n'aient jamais eu un mot, un seul, sur les 200 000 morts de Bachar el-Assad, sur les crimes de Daech, sur la déportation massive des chrétiens de la plaine de Ninive, j'en passe?

Un mouvement anti-apartheid, précise-t-on, reprenant les méthodes et l'esprit de Nelson Mandela en Afrique du Sud. Magnifique. Mais pourquoi, de nouveau, Israël? Avec ses citoyens venus de tous les coins du monde, avec sa société multinationnelle mêlant Européens d'ouest et d'est, Américains et Russes, Ethiopiens et Turcs, Kurdes et Iraniens, Arabes dont treize députés siègent à la Knesset, Israël est précisément l'inverse d'un Etat d'apartheid. Et pourquoi pas le Qatar, dont je sais bien que les fondations financent, avec des think tanks saoudiens, l'essentiel du mouvement mais où 95% de la main-d'œuvre est constituée de travailleurs asiatiques réduits en esclavage et vivant sous le régime d'une «kalafa» qui n'est pas très loin, pour le coup, d'un apartheid?

BDS n'a d'autre but que de discriminer, délégitimer et diaboliser l'unique Etat de la région fondé sur la démocratie et les droits de l'homme

Peut-être s'agit-il alors de faire pression sur Israël afin de l'amener à une paix dont la cause vaudrait bien quelques accommodements avec Doha? Admettons, là aussi. Passons sur cette étrange façon de faire la paix qui ne fait pression que sur un belligérant sur deux. Oublions la méthode qui, au lieu de renforcer ceux des Israéliens favorables à la négocia-

tion, consiste en une punition collective mettant le pays au ban des nations. Le problème, c'est qu'il n'y a, comme chacun sait, qu'une formule sérieuse pour arriver à cette paix; que cette formule, entérinée par les Accords d'Oslo, est celle des deux Etats; or il suffit de lire les déclarations d'Omar Barghouti, Ali Abunimah et des autres inspirateurs du mouvement pour voir que cette «two states solution» est précisément celle dont ils ne veulent pas - lui préférant, sic, une «one state solution» (sous drapeau, bien sûr, palestinien).

Objetiera-t-on que c'est un détail et qu'il faut passer outre car BDS n'est concerné, de toute façon, «que» par les territoires, les implantations que l'on y construit et les marchandises que l'on y produit? C'est un autre atterrissant. Car c'est assez de lire, là encore, la Déclaration du 9 juillet 2005, constitutive du mouvement, pour voir que l'un de ses «trois objectifs» est de «protéger» le «droit des réfugiés palestiniens à revenir dans leurs maisons et propriétés comme stipulé dans la résolution 194» - ce qui, en fait et en droit, reviendrait à en chasser les Juifs et à installer sur cette terre un pays arabe supplémentaire dont on peut parier qu'il ne tarderait pas à subir un nettoyage ethnique le rendant, lui aussi, judefrei.

Et puis comment ne pas rappeler enfin à ceux dont la mémoire est aussi courte que les idées que la volonté de boycotter Israël n'est pas si neuve qu'il y paraît? Quelle a même, à quelques années près, l'âge de l'Etat juif puisqu'elle est née, le 2 décembre 1945, d'une décision de la Ligue arabe, qui n'allait plus tarder à refuser, sur cette base, la double résolution de l'ONU instituant les deux Etats? Et que les inspirateurs de cette brillante idée furent, entre autres, ceux des criminels de guerre nazis venus se recycler en

Syrie ou en Egypte et donner à leurs nouveaux patrons des leçons de marquage des boutiques et entreprises juives? Comparaison n'est pas raison. Et le sens d'un slogan n'est pas tout dans sa généralité. Mais les mots ont une histoire. Les débats aussi. Et mieux vaut connaître cette histoire si l'on veut éviter d'en répéter les mauvaises scènes.

La vérité est que ce mouvement BDS n'est rien de plus qu'une sinistre caricature des luttes antitotalitaires et anti-apartheid de la fin du siècle dernier.

C'est une campagne dont les instigateurs n'ont d'autre but que de discriminer, délégitimer, diaboliser un Israël qui n'en finit décidément pas de porter son étoile jaune.

Aux militants de bonne volonté qu'aurait abusés une présentation mensongère de l'entreprise, j'ai juste envie de dire qu'il y a trop de nobles causes en souffrance pour qu'ils se laissent embarquer dans ce combat douteux: la lutte contre les coupeurs de dettes djihadistes, la défense des femmes esclaves de Boko Haram, le sauvetage des chrétiens d'Orient et des démocrates du monde arabe - et, aussi, naturellement, la juste paix entre Israéliens et Palestiniens.

© Project Syndicate, 2015 (Adaptation: LT)

.....
Intellectuel français, figure de proue des «nouveaux philosophes», Bernard-Henri Lévy est l'auteur, parmi une quarantaine de livres, de «La Barbarie à visage humain» (Grasset, 1977), un essai sur le fascisme et le stalinisme qui lui a valu une grande notoriété. Il s'est récemment engagé en faveur d'une intervention en Libye et soutient l'Ukraine de Petro Porochenko
.....